

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS**  
**ARRÊTÉ MUNICIPAL DE VOIRIE Réf. : ST/24-269**

**Le Maire de BOURG-LA-REINE ;**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal modifié du 18 septembre 2019 et ses annexes Instaurant la réglementation générale de circulation et de stationnement dans les différentes voies de Bourg-la-Reine ;

Vu le règlement de voirie communal approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2020 ;

Vu la Décision Municipale en date du 27 décembre 2023, fixant le montant des droits de voirie applicables à Bourg-la-Reine à compter du 1er janvier 2024 ;

Vu la permission de voirie n° ST 24/074 autorisant l'installation d'un dispositif de levage, au droit du 25 rue Jean Mermoz à Bourg-la-Reine, le 15 novembre 2024 ;

Considérant qu'afin d'assurer la sécurité et la commodité de la circulation publique, il convient de réglementer la circulation et le stationnement dans cette voie pendant la durée de présence du dispositif de levage ;

Sur proposition des Services Techniques de la ville de Bourg-la-Reine ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup>** : le pétitionnaire désigné ci-dessous est autorisé à occuper le domaine public par l'installation d'un dispositif de levage dans les conditions désignées ci-après :

Coordonnées du pétitionnaire	
<b>CIRCET</b> 14 avenue du Lion 83210 Sollies-la-Pont	<b>DUFOUR</b> 15 rue Gay Lussac 77290 Mitry-Mory
<b>Date(s) de l'occupation du domaine public :</b>	15 novembre 2024
<b>Adresse de l'occupation du domaine public :</b>	<u>25 rue Jean Mermoz</u>
<b>Adresse de la réservation de stationnement :</b> (si différente de l'adresse de la propriété)	<u>Du 25 au 29 et du 30 au 32 rue Jean Mermoz</u>

**Article 2 : Conditions de circulation et de stationnement**

**Horaires :**  de 7h30 à 18h00

**Circulation des véhicules :**

- par demi chaussée       basculement de circulation sur chaussée opposée  
 circulation alternée       régulée manuellement par un homme trafic       en chaussée rétrécie  
 interdite depuis l'avenue du Général Leclerc sauf pour les riverains pour qui elle s'effectuera en double sens

**Limitation de vitesse :**       à 30 km/h       à 10 km/h

**Circulation des piétons :**

maintenue sur trottoir       basculée du côté opposé au chantier       présence d'un monte-meuble

**Circulation des vélos :**

maintenue sur piste ou bande cyclable       maintenue sur chaussée       basculée sur chaussée avec balisage

**Stationnement des véhicules :**

le stationnement est interdit et considéré comme gênant conformément aux articles R 417-10 à R417-12 du Code de la Route au droit des n°25 à 29 et du n°30 au 32 rue Jean Mermoz :

- sur 20 m de part et d'autre au droit du chantier       sur 20 m face au chantier  
 sur 2 places de stationnement       sur 3 places de stationnement

**Les véhicules en infraction au présent arrêté feront l'objet d'une demande d'enlèvement conformément à l'article R 325-1 et suivants du Code de la Route.**

**Article 3 : Droits de voirie**

Le pétitionnaire acquittera les droits de voirie applicables à l'occupation du domaine public autorisée prévus par la décision municipale en vigueur (tarifs précisés sur le site de la Ville).

**Article 4 : Signalisation**

Une signalisation conforme au Code de la Route et bien visible des automobilistes sera mise en place au minimum 48 heures avant le début de l'occupation du domaine public par le(s) pétitionnaire(s) mentionné(s) à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté et sera entretenue pendant toute la durée de l'opération, sous le contrôle de la Police Municipale.

**Article 5 : Affichage**

L'affichage de l'arrêté sera effectué par les soins des Services Techniques de la Ville au minimum 48 heures avant le début de l'occupation du domaine public, sous le contrôle de la Police Municipale.

**Article 6 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans le délai de deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse dans un délai de deux mois au recours gracieux vaut rejet implicite.

**Article 7 : Exécution de l'arrêté**

Monsieur le Commissaire de Police Divisionnaire d'Antony, Monsieur le Directeur Général des services, Madame la Directrice du Pôle Aménagement Urbain et du Cadre de Vie, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :**

- Commissariat d'Antony, 50 avenue Galliéni 92160 Antony ;
- Monsieur le Capitaine, Commandant de la 21<sup>ème</sup> Compagnie d'Incendie de Clamart, 287 avenue du Général de Gaulle 92140 Clamart ;
- Centre de Secours de Bourg-la-Reine ;
- La Police Municipale de Bourg-la-Reine ;
- Comité AVH-Sud 92 – 2 rue des Écoles 92330 Sceaux ;
- Responsable de centre EFFIA, 66 boulevard du Maréchal Joffre 92340 Bourg-la-Reine ;
- VS-GP, 28, rue de la Redoute 92 260 Fontenay-aux-Roses ;
- Le pétitionnaire ;

Bourg-la-Reine, le 27 septembre 2024

Pour ampliation,  
Pour le Maire

Le Maire,  
Signé : Patrick DONATH



Isabelle SPIERS

Maire Adjointe déléguée à l'Aménagement urbain et au cadre de vie.

Publication de l'acte sous forme électronique sur le site Internet de la Ville, le 7 octobre 2024